



ARRÊTÉ N° 41-2024-01-12-00003

**adaptant les prescriptions applicables à la société STORENGY
pour le stockage souterrain de gaz naturel qu'elle exploite à CHÉMERY**

Le préfet de Loir-et-Cher

- Vu** le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 511-1, R. 515-58, R. 122-2 et R. 181-46 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'Environnement ;
- Vu** le décret du 13 juillet 2023 par lequel le président de la République a nommé M. Xavier PELLETIER aux fonctions de préfet de Loir-et-Cher ;
- Vu** le décret du 25 octobre 1971 autorisant Gaz de France à exploiter un stockage souterrain de gaz combustible dans la région de Contres-Chémery et modifié par décret du 18 décembre 1986 ;
- Vu** le décret du 1er août 2002 portant renouvellement de l'autorisation de stockage souterrain de gaz combustible de CHÉMERY accordé à Gaz de France ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- Vu** la section V de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 (dit « AM_Autorisation-MCP ») modifié par l'arrêté ministériel du 8 décembre 2022 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1er du livre V du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 8 mars 1989 relatif aux conditions techniques particulières d'exploitation du stockage souterrain de gaz combustible de CHÉMERY ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°02-3577 du 29 août 2002, autorisant la société Gaz de France à poursuivre l'exploitation des installations de surface liées au stockage de gaz naturel en couche géologique de Chémery, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires n°03-1908 du 5 juin 2003, n°04.0118 du 14 janvier 2004, n°2006-51-1 du 20 février 2006, n°2007.117.18 du 27 avril 2007, n°2008.339.6 du 4

décembre 2008, n°2010-50-25 du 29 février 2010, n°2014-206-0014 du 25 juillet 2014, celui du 15 juillet 2015, n°41-2016-12-16-005 du 16 décembre 2016 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 41-2023-10-25-00003 en date du 25 octobre 2023 adaptant les prescriptions applicables à la société STORENGY pour le site qu'elle exploite à CHÉMERY ;

Vu le dossier de porter à connaissance référencé KAP.22.05.R1 déposé dans sa version 1 d'août 2022 par la société STORENGY pour la rénovation de ses installations de traitement de son site de CHÉMERY ;

Vu la demande de compléments émise par courrier du 31 octobre 2022 (puis complétée par courriel du 20 janvier 2023) par l'inspection des installations classées dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance sur la rénovation des installations de traitement du site de CHÉMERY ;

Vu le mémoire en réponses remis par STORENGY par courriel du 4 janvier 2023 et comprenant le dossier de porter à connaissance référencé KAP.22.05.R1 dans sa version 2 de décembre 2022 ;

Vu l'analyse de risques dans sa dernière version révisée (V2) transmise par l'exploitant par courriel du 28 février 2023 avec une note justificative spécifique concernant l'évolution des hypothèses retenues pour la carte des aléas associée au projet de « Chémery rénovation » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 mars 2023 proposant la mise à disposition du public du porter à connaissance déposé par STORENGY dans sa version V2 pour la rénovation de ses installations de traitement de son site de CHÉMERY ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 41-2023-08-04-00007 en date du 4 août 2023 organisant la consultation du public relative au porter-à-connaissance déposé par la société STORENGY pour la réfection des installations de traitement liées à l'exploitation du stockage souterrain de gaz naturel de CHÉMERY ;

Vu la consultation du public menée entre le 4 et 18 septembre 2023 par voie électronique, au cours de laquelle aucune observation du public n'a été formulée sur le projet de STORENGY ;

Vu le rapport final et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 14 décembre 2023 ;

Vu la communication du projet d'arrêté préfectoral complémentaire faite au directeur de la société STORENGY le 28 décembre 2023, qui n'a formulé dans le délai imparti aucune remarque ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 (dit « AM_Autorisation-MCP »), modifié par l'arrêté ministériel du 8 décembre 2022, prévoit en son article 8 alinéa IV la définition de flux massiques pour les principaux polluants rejetés par les installations de combustion ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 (dit « AM_Autorisation-MCP »), modifié par l'arrêté ministériel du 8 décembre 2022, prévoit en son article 10 alinéa IV la définition de valeur limites pour les installations consommant des gaz résiduels issus du dégazage du Tri-Éthylène Glycol et ou de sa régénération ;

Considérant les installations de traitement vieillissantes de la partie « Chémery Principal » du site ;

Considérant que l'exploitant prévoit dans le cadre de son projet de rénovation des installations de traitement de son site la mise en place d'une nouvelle unité de régénération de TEG en complément des unités existantes sur « Chémery développement » et qu'il convient d'encadrer ses futurs rejets ;

Considérant que la demande de modification présentée par STORENGY dans le cadre de son projet de rénovation de ses installations de traitement sur CHÉMERY ne représente pas une modification substantielle au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement mais qu'il y a lieu d'adapter les prescriptions du site selon l'article R. 181-45 du même code ;

Considérant qu'en vue de prévenir les risques et nuisances potentiels présentés par ses installations, l'exploitant met ou mettra en œuvre les dispositions prévues dans son dossier de porter à connaissance référencé KAP.22.05.R1 dans sa version 2 de décembre 2022 ;

Considérant que les mesures complémentaires imposées à l'exploitant sont de nature à permettre la poursuite de l'activité en compatibilité avec son environnement ;

Considérant qu'il est nécessaire de mettre à jour le classement ICPE du site de CHÉMERY et d'adapter les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 41-2023-10-25-00003 en date du 25 octobre 2023 ;

Considérant l'absence de remarques formulées dans le cadre de la consultation du public menée par voie électronique du lundi 4 septembre 2023 au lundi 18 septembre 2023 ;

Considérant dès lors que les intérêts mentionnés aux articles L.211-1° et L.511-1° du Code de l'environnement susvisé sont garantis par l'exécution de ces prescriptions ;

Considérant que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et à la sécurité des personnes ;

Considérant que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'annexes spécifiques ;

Considérant que la nature de l'adaptation des prescriptions ne nécessite pas la sollicitation du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Mise à jour du classement du site et abrogation de dispositions antérieures

Le titre I de l'arrêté préfectoral n°2010-50-25 du 19 février 2010 est supprimé.

La liste des installations classées figurant à l'article I.3.A de l'arrêté préfectoral du 29 août 2002 est remplacée par la liste donnée en annexe 1 (non communicable) du présent arrêté.

Le titre III de l'arrêté préfectoral n°2010-50-25 du 19 février 2010 est supprimé, y compris son annexe I sur la localisation des points de rejets.

Il est inséré en annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 29 août 2002 l'annexe 2 du présent arrêté relative aux installations de combustion et points de rejets associés.

Il est inséré en annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 29 août 2002 l'annexe 3 du présent arrêté relative à la localisation des points de rejets.

Il est inséré en annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 29 août 2002 l'annexe 4 du présent arrêté relative aux caractéristiques des installations de compression.

L'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 41-2023-10-25-00003 en date du 25 octobre 2023 est supprimé.

L'annexe à diffusion restreinte de l'arrêté complémentaire n° 41-2023-10-25-00003 en date du 25 octobre 2023 est supprimée.

Article 2 : Prévention de la pollution atmosphérique

L'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 41-2023-10-25-00003 en date du 25 octobre 2023 est supprimé et remplacé par l'article suivant :

ARTICLE II.3 PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

L'article III.2 de l'arrêté préfectoral n°02-3577 du 29 août 2002 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article III.2. PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

III.2.A. Généralités

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 modifié par l'arrêté ministériel du 8 décembre 2022 sont applicables sans préjudice des dispositions particulières, le cas échéant plus contraignantes, visées à l'article III.2 du présent arrêté, notamment en termes de valeurs limites d'émission pour les installations de combustion (Cf. article III.2.C.b). Cet arrêté ministériel ne s'applique en revanche pas aux appareils de combustion de puissance thermique nominale inférieure à 1 MW.

En particulier, la nouvelle unité de régénération RK prévue dans le cadre du projet de rénovation des installations de traitement du site de Chémery est soumise aux dispositions du chapitre IV « Conditions de rejet à l'atmosphère » de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié.

Les installations sont réalisées et exploitées en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD), et en tenant compte des intérêts mentionnés à l'article L. 515-11 du Code de l'environnement, notamment la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée des ressources.

Les installations de combustion de puissance nominale comprise entre 400 kW et inférieure à 1 MW sont soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié, de l'arrêté ministériel du 02/10/2009 relatif au contrôle des chaudières et celles des articles R. 224-21 à R. 224-30 du code de l'environnement.

L'oxydeur thermique, à l'arrêt depuis 2019, n'est pas remis en service et son démantèlement sera effectué dans le cadre du projet de fermeture des installations de traitement de Chémery Principal qui interviendra après la mise en service industrielle des nouvelles installations de traitement de Chémery Développement et leur fiabilisation.

Les unités de régénération aux amines ainsi que l'unité de régénération TEG R5 sur Chémery Principal ne seront pas remises en service dans le cadre du projet de rénovation du Traitement de CHÉMERY. Leur démantèlement sera effectué après la mise en service industrielle des nouvelles installations de traitement de « Chémery Développement » et leur fiabilisation.

Les unités de régénération du TEG (Tri-Ethylène-Glycol) ou des amines ne répondant pas à la définition de chaudières (mais à celle de rebouilleurs avec brûleur immergé directement dans le produit afin de permettre l'ébullition sans production d'eau chaude, de vapeur ou d'eau surchauffée, ou de modification de la température d'un fluide caloporteur) ne sont pas concernées par les dispositions des articles R. 224-21 à R. 224-28, R. 224-29 à R. 224-30, R. 224-31 à R. 224-37 et R. 224-41-1 à R. 224-41-3 du code de l'environnement, ni par les dispositions de l'AM du 02/10/2009.

III.2.A.a. Captage

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs gênantes sont munies de dispositifs permettant de collecter à la source et canaliser les émissions pour autant que la technologie disponible et l'implantation des installations le permettent et dans le respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Ces dispositifs de collecte et canalisation, après épuration des gaz collectés, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins des analyses précisées par le présent arrêté ou la réglementation en vigueur.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz dans l'atmosphère. Cette disposition n'est pas applicable au gaz naturel.

Les justificatifs du respect de ces dispositions (notes de calcul, paramètres des rejets, optimisation de l'efficacité énergétique...) sont conservés à la disposition de l'inspection des installations classées.

III.2.A.b. Brûlage à l'air libre

Le brûlage à l'air libre est interdit. Cette disposition ne concerne pas les activités de torchage, ni les exercices d'intervention en cas d'incendie, ni les travaux faisant l'objet d'un permis de feu.

III.2.B. Traitements des rejets

III.2.B.a. Émissions diffuses

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses sont prises ; à savoir :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc...) et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation,
- les dépôts au sol ou les terrains à l'état nu susceptibles de créer une source d'émission en période sèche notamment sont traités en conséquence.

III.2.B.b. Conditions de rejet

La hauteur des cheminées des installations de puissance supérieure à 20 MW est calculée conformément à l'article 52 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé en vigueur à la date de construction. Elle ne peut être inférieure à 10 m.

La hauteur minimale des cheminées des installations dont la puissance est comprise entre 2 et 20 MW est au minimum de 9 m.

La cheminée associée à l'unité de régénération avec économiseur sur Chémery Développement a une hauteur conforme à l'article 23 du 3 août 2018 modifié sans être inférieure à 22 m. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations les éléments justifiant de la conformité de cette hauteur.

III.2.B.c. Vitesses d'éjection des gaz

L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin que le contrôle du respect de la vitesse d'éjection des gaz soit effectué sur les installations de combustion lorsque ces dernières sont à pleine puissance, et ce, afin d'atteindre les conditions optimales de fonctionnement.

A/ Turbines et moteurs

La vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche continue maximale doit être au moins égale à 25 m/s. Pour les nouvelles installations à mettre en place, la vitesse au rejet pourra être réduite à 8 m/s si l'exploitant apporte la démonstration de la non-faisabilité technique ou économique d'une vitesse de rejet supérieure. La même disposition est applicable en cas de dépollution d'une installation existante.

B/ Autres appareils de combustion d'une puissance supérieure à 20 MW

La vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche continue maximale doit être au moins égale à 8 m/s. Elle peut être ramenée à 5 m/s si le débit des gaz est inférieur 5 000 m³/h.

C/ Autres appareils de combustion d'une puissance comprise entre 2 et 20 MW

La vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche continue maximale doit être au moins égale à 5 m/s.

III.2.B.d. Installations de traitement

Les installations de traitement sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à respecter les seuils de rejet.

III.2.B.e. Rénovation des installations de traitement de CHÉMERY

Les installations de traitement existantes sur « Chémery Principal » et « Chémery Développement » sont disposées, aménagées et exploitées conformément au plan et données techniques décrites dans l'étude de dangers en vigueur.

Les nouvelles installations de traitement de « Chémery Développement » prévues dans le cadre du projet Rénovation sont en particulier disposées, aménagées et exploitées conformément au plan et données techniques décrites dans le porter à connaissance référencé KAP.22.05.R1 dans sa dernière version.

Avant mise en œuvre du projet de rénovation des installations de traitement du site, les principales installations de traitement existantes sont les suivantes :

– Côté « Chémery Principal » :

- 4 tours de désulfuration aux amines (à l'arrêt) ;
- 3 tours de désulfuration au charbon actif ;
- 6 tours de déshydratation associées à 5 régénérations de tri-éthylène glycol (dont 1 à l'arrêt).

– Côté « Chémery Développement » :

- 3 lignes de détente ;
- 6 tours de désulfuration au charbon actif ;
- 4 tours de déshydratation associées à 3 unités de régénération de tri-éthylène glycol.

Après mise en œuvre du projet de rénovation des installations de traitement et fiabilisation des nouvelles unités, les installations de traitement seront les suivantes :

– Côté « Chémery Principal » :

Mise à l'arrêt définitif des installations de traitement.

– Côté « Chémery Développement » :

- 4 lignes de détente (dont une nouvelle) ;
- 9 tours de désulfuration au charbon actif (dont 3 nouvelles) ;

– 5 tours de déshydratation (dont une nouvelle) associées à 4 unités de régénération de TEG (dont une nouvelle unité de régénération avec économiseur).

Phasage du projet de rénovation des installations de traitement :

Le démarrage de l'unité de régénération avec économiseur, celui de la nouvelle ligne de détente, ainsi que celui des nouvelles capacités de traitement (3 trains de désulfuration + une unité de déshydratation) sur « Chémery Développement » sont prévus à partir d'octobre 2024. La mise en service industrielle de l'atelier de traitement de CHÉMERY dans sa version rénovée est prévue pour la fin du premier semestre 2026.

Avant la mise à l'arrêt définitif des installations de traitement de « Chémery Principal », l'exploitant pourra exploiter, sur une période transitoire de fonctionnement, de manière concomitante les installations de traitement neuves de « Chémery Développement » et les installations existantes de « Chémery principal ». Cette période sera toutefois limitée à la stricte durée nécessaire à la mise au point et la fiabilisation des nouvelles installations de « Chémery Développement » sans dépasser la date du 31/12/2028.

La liste des installations de combustion à prendre en compte dans le classement ICPE du site à chaque phase du projet de « Rénovation Traitement » est décrite en annexe 2 du présent arrêté.

En phase transitoire, l'ensemble des installations de « Chémery Principal » et « Chémery Développement » devront respecter les dispositions du présent chapitre et notamment les valeurs limites et flux définis à l'article III.2.C.b.

Information sur l'avancement du projet Rénovation du Traitement de CHÉMERY

L'exploitant informe l'inspection des installations classées (DREAL Uid +SRCT) de la date prévue pour le démarrage du chantier de rénovation des installations de traitement de CHÉMERY. De même, dès la mise en service industrielle des installations (phase transitoire, puis définitive), l'exploitant en informe l'inspection des installations classées.

Mise à l'arrêt définitif des installations de « Chémery Principal »

Après fiabilisation des nouvelles installations de traitement sur « Chémery Développement », il est procédé à la mise à l'arrêt définitif et au démantèlement des installations de traitement de « Chémery Principal » ainsi qu'à la remise en état de la partie « Principal » du site selon les modalités définies à l'article II.6 modifié de l'arrêté préfectoral n°02.0577 du 29 août 2002.

III.2.C. Valeurs limites de rejet

III.2.C.a. Dilution

La dilution des effluents est interdite et ne constitue pas un moyen de traitement.

III.2.C.b. Conditions particulières des rejets à l'atmosphère

La liste des installations de compression et de combustion et des points de rejets associés sont décrits en annexes du présent arrêté.

L'exploitant surveille ses émissions de gaz à effet de serre selon les dispositions de l'article L. 229-7 du code de l'environnement. L'exploitant informe le préfet de tout changement, selon les dispositions de l'article R. 229-6-1 du code de l'environnement.

Chaque installation de combustion est autorisée à fonctionner 8 760 heures/an, à l'exception des groupes électrogènes de secours et de la motopompe de secours pour lesquels l'exploitant s'engage à les faire fonctionner chacun moins de 500 heures par an.

Les valeurs limites d'émission fixées au présent paragraphe III.2.C.b ne s'appliquent pas aux appareils destinés aux situations d'urgence « et aux appareils destinés exclusivement à venir en secours, en cas de défaillance technique, d'un ou plusieurs appareils d'une installation de combustion autres que turbines, moteurs, générateurs de chaleur directe.

En cas de non-respect des valeurs limites d'émission énoncées au présent paragraphe III.2.C.b, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité.

Lorsque l'exploitant n'a pas déféré à une mise en demeure prise en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, pour non-respect des valeurs limites d'émissions citées au présent paragraphe III.2.C.b, il suspend l'exploitation de l'appareil de combustion ne respectant pas les valeurs limites d'émission jusqu'à ce qu'il ait transmis à l'inspection des installations classées les éléments montrant que l'installation a été rendue conforme aux prescriptions du présent arrêté.

Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, après traitement et notamment le débit des effluents, les concentrations des principaux polluants, sont inférieurs ou égaux aux valeurs limites d'émission prévues dans les tableaux suivants :

➤ **Installations de compression (turbines Titan et Mars)**

Les valeurs limites d'émission (VLE) définies s'appliquent à chaque appareil de l'installation pris individuellement et dès que l'appareil atteint 70 % de sa puissance.

Si le fonctionnement normal d'un appareil comporte un ou plusieurs régimes stabilisés à moins de 70 % de sa puissance ou un régime variable, les VLE définies à l'alinéa ci-dessus s'appliquent à ces différents régimes de fonctionnement.

Les VLE ne s'appliquent pas aux régimes transitoires de démarrage et d'arrêt des équipements. Toutefois, ces régimes transitoires sont aussi limités dans le temps que possible.

Polluants	VLE mensuelles Turbines (concentration exprimée en mg/Nm ³ ramenées à 15 % d'O ₂ sur gaz sec)	VLE journalières instantanées Turbines (concentration exprimée en mg/Nm ³ ramenées à 15 % d'O ₂ sur gaz sec)	Fréquence de contrôle de la VLE par un organisme agréé
NO _x (exprimés en NO ₂)	50	55	Semestrielle
CO	85	93,5	Semestrielle

L'exploitant privilégie, autant que techniquement possible et sous réserve que cela soit économiquement supportable, ou pour des raisons d'exploitation, l'emploi des électro-compresseurs. Il peut le justifier à tout moment à l'inspection des installations classées.

Les flux maximums suivants prennent en compte les heures d'exploitation des installations. L'exploitant tient à disposition de l'inspection les éléments permettant de déterminer ces flux en tenant compte des émissions canalisées en période d'exploitation et pendant les phases de démarrage et d'arrêts ainsi que les émissions diffuses.

	TURBINE TITAN (45,3 MW)			TURBINE MARS (29,7 MW)		
Polluants	Flux horaire maximal (kg/h) ⁽¹⁾	Fréquence de contrôle du flux horaire	Flux annuel maximal (t/an) ⁽²⁾	Flux horaire maximal (kg/h) ⁽¹⁾	Fréquence de contrôle du flux horaire	Flux annuel maximal (t/an) ⁽²⁾
NO _x (exprimés en NO ₂)	22,35 ⁽³⁾	Semestrielle	178 ⁽⁴⁾	14,47 ⁽³⁾	Semestrielle	115,3 ⁽⁴⁾
CO	38 ⁽³⁾	Semestrielle	302,5 ⁽⁴⁾	24,6 ⁽³⁾	Semestrielle	196 ⁽⁴⁾

(1) Déterminé lors des contrôles réglementaires

(2) Vérification faite lors de la déclaration annuelle GEREP

(3) VLE journalière instantanée x débit max

(4) VLE mensuelle x débit max fumées turbine x nombre d'heures fonctionnement annuel autorisé

➤ **Autres installations de combustion de puissance thermique maximale supérieure à 400 kW**

Les installations de combustion de puissance thermique supérieure ou égale à 20 MW (2 chaudières de 12 MW sur atelier de Traitement « Chémery Développement » : BO-11-DA et BO-11-DB) doivent respecter les valeurs limites d'émission et les flux précisés dans les tableaux ci-dessous :

Polluants	VLE mensuelles chaudières (concentration exprimée en mg/Nm ³ ramenées à 3% d'O ₂ sur gaz sec)	VLE journalières et instantanées pour les chaudières (concentration exprimée en mg/Nm ³ ramenées à 3% d'O ₂ sur gaz sec)	Fréquence de contrôle de la VLE par un organisme agréé
NO _x (exprimés en NO ₂)	100	110	Annuelle
CO	100	110	Annuelle

Polluants	Flux horaire maximal (kg/h) par unité ⁽¹⁾	Fréquence contrôle flux horaire	Flux annuel maximal (t/an) pour les 2 chaudières ⁽²⁾
NO _x (exprimés en NO ₂)	1.0 ⁽³⁾	Annuelle	17.8 ⁽⁴⁾
CO	1.0 ⁽³⁾	Annuelle	17.8 ⁽⁴⁾

(1) Déterminé lors des contrôles réglementaires

(2) Vérification faite lors de la déclaration annuelle GEREP

(3) VLE journalière instantanée x débit max chaudière

(4) VLE mensuelle x débit max fumées d'une chaudière x nombre d'heures fonctionnement annuel autorisé x nb d'unités

Aucune installation de combustion présente sur le site de CHÉMERY n'a une puissance thermique supérieure à 5 MW et inférieure à 20 MW.

Les installations de combustion de puissance thermique comprise entre 1 et 5 MW (chaudière de désulfuration CAP et unités de régénération TEG existantes sur « Chémery Principal » et « Chémery Développement » à l'exception des unités de régénération avec économiseur) doivent respecter les valeurs limites d'émission et les flux précisés dans les tableaux ci-dessous :

Polluant	Valeur limite d'émission (concentration exprimée en mg/Nm ³ ramenées à 3 % d'O ₂ sur gaz sec)	Fréquence de contrôle de la VLE par un organisme agréé
NO _x (exprimés en NO ₂)	150	Triennale
CO	100 (à compter du 01/01/30)	Triennale

Polluant	Unités régénération TEG sur Chémery Développement (RK1, RK2 et RK3)			Unités régénération TEG sur Chémery Principal (R1, R2, R3 et R4)		
	Flux horaire maximal par unité (kg/h) ⁽¹⁾	Fréquence contrôle flux horaire	Flux annuel maximal pour les 3 unités (t/an) ⁽²⁾	Flux horaire maximal par unité (kg/h) ⁽¹⁾	Fréquence contrôle flux horaire	Flux annuel maximal pour les 4 unités (t/an) ⁽²⁾
NO _x (exprimés en NO ₂)	0,28 ⁽³⁾	Triennale	7,5 ⁽⁴⁾	0,61 ⁽³⁾	Triennale	21,6 ⁽⁴⁾
CO	0,19 ^{(3) (5)}	Triennale	4,8 ^{(4) (5)}	0,41 ^{(3) (5)}	Triennale	14,4 ^{(4) (6)}

(1) Déterminé lors des contrôles réglementaires.

(2) Vérification faite lors de la déclaration annuelle GEREP.

(3) VLE journalière instantanée x débit max.

(4) VLE mensuelle x débit max fumées unité x nombre d'heures fonctionnement annuel autorisé x nb d'unités.

(5) Flux applicable à partir du 01/01/30.

(6) Flux applicable à partir du 01/01/30 sauf si les unités TEG sur « Chémery Principal » ont déjà été mises à l'arrêt définitif à cette date.

Polluant	Chaudière CAP sur Chémery Principal		
	Flux horaire maximal (kg/h) ⁽¹⁾	Fréquence du contrôle flux horaire	Flux annuel maximal (t/an) ⁽²⁾
NO _x (exprimés en NO ₂)	0,11 ⁽³⁾	Triennale	0,95 ⁽⁴⁾
CO	0,07 ^{(3) (5)}	Triennale	0,63 ^{(4) (5)}

(1) Déterminé lors des contrôles réglementaires.

(2) Vérification faite lors de la déclaration annuelle GEREP.

(3) VLE journalière instantanée x débit max chaudière.

(4) VLE mensuelle x débit max fumées chaudière x nombre d'heures fonctionnement annuel autorisé.

(5) Flux applicable à partir du 01/01/30 sauf si la chaudière sur Chémery Principal a déjà été mise à l'arrêt définitif à cette date.

Les installations de combustion de puissance thermique supérieures à 400 kW et inférieures à 1 MW (2 chaudières de réchauffage du gaz sur « Chémery Développement » : BO-1-DA et BO-1-DB) doivent respecter valeurs limites d'émission et les flux précisés dans les tableaux ci-dessous :

Polluant	Valeur limite d'émission (concentration exprimée en mg/Nm ³ ramenées à 3 % d'O ₂ sur gaz sec)	Fréquence
NO _x (exprimés en NO ₂)	150	Triennale

Polluant	Chaudières de réchauffage du gaz sur Chémery Développement : BO-1-DA et BO-1-DB		
	Flux horaire maximal (kg/h) (1)	Fréquence de contrôle du flux horaire	Flux annuel maximal (t/an) pour les 2 chaudières ⁽²⁾
NO _x (exprimés en NO ₂)	2,4 ⁽³⁾	Triennale	21,2 ⁽⁴⁾

(1) Déterminé lors des contrôles réglementaires

(2) Vérification faite lors de la déclaration annuelle GERP

(3) VLE journalière instantanée x débit max

(4) VLE mensuelle x débit max fumées chaudière x nombre d'heures fonctionnement annuel autorisé x nb d'unités

Si une indisponibilité des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend des dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les installations concernées.

➤ Groupes électrogènes (et motopompes)

Les groupes électrogènes de secours et les motopompes sont des appareils destinés aux situations d'urgence et destinés exclusivement à venir en secours en cas de défaillance technique d'autres équipements. Pour ces appareils, l'exploitant s'engage à les faire fonctionner moins de 500 heures par an et établit un relevé annuel des heures d'exploitation.

➤ Torchères

L'exploitant dispose d'une étude sur l'évaluation des émissions atmosphériques des torchères. La conception de ces dernières ne permettant pas de réaliser des mesures de la qualité des rejets, les émissions sont estimées à partir de la mesure de la qualité des produits brûlés (gaz incondensables de l'unité de régénération du TEG) et à partir :

- d'un bilan matière pour le CO₂ et les SO_x ;
- de facteurs d'émission de référence pour le CO et les NO_x.

➤ Unité de régénération TEG avec économiseur sur Chémery Développement (3,3 MW)

Au sein de cette unité qui n'utilise pas de torche, les effluents gazeux issus de la régénération et le gaz de flash (issu du ballon de TEG humide) sont brûlés dans une chambre de combustion. Les fumées issues de cette chambre alimentent ensuite les tubes d'échange du rebouilleur. Lorsque les fumées ne permettent pas d'apporter une puissance suffisante au rebouilleur, du gaz naturel carburant peut être utilisé comme combustible d'appoint.

La nouvelle unité de régénération TEG avec économiseur mise en place dans le cadre du projet Rénovation de Chémery respecte les valeurs limites d'émission et les flux précisés dans le tableau ci-dessous :

Polluant	Valeur limite d'émission (en mg/Nm ³)	Flux horaire maximal (kg/h) ⁽¹⁾	Fréquence de contrôle du flux horaire	Flux annuel maximal (t/an) ⁽²⁾
SO ₂	1500	4,8 ⁽³⁾	Triennale	42,05 ⁽⁴⁾
NO _x	400	1,28 ⁽³⁾	Triennale	11,2 ⁽⁴⁾
Poussières	40	0,13 ⁽³⁾	Triennale	1,1 ⁽⁴⁾
COV	50	0,16 ⁽³⁾	Triennale	1,4 ⁽⁴⁾

(1) Déterminé lors des contrôles réglementaires

(2) Vérification faite lors de la déclaration annuelle GEREP

(3) VLE journalière instantanée x débit max unité

(4) VLE mensuelle x débit max fumées unité x nombre d'heures fonctionnement annuel autorisé

III.2.C.c. Odeurs

Les sources potentielles d'odeur de grande surface (bassin de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement...). Cette disposition concerne en particulier les installations d'épuration d'effluents contenant du THT.

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de nuisances olfactives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

III.2.C.d. Combustible

Le combustible utilisé sur le site est le gaz naturel à l'exception de l'alimentation des groupes électrogènes et des moto-pompes incendie, qui peut être assurée au fioul domestique ou au GNR et de l'unité de régénération avec économiseur qui utilise les effluents gazeux issus de la régénération, le gaz de flash (issu du ballon de TEG humide) et/ou du gaz naturel.

III.2.C.e. Rendements, équipements et contrôle des chaudières

Les chaudières sont soumises aux dispositions des articles R. 224-20 à R. 224-41-3 du code de l'environnement dans les conditions fixées par ces articles.

Les chaudières respectent notamment les fréquences de contrôle.

Les chaudières de puissance comprise entre 400 kW et 20 MW sont soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 02/10/09 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts.

Sauf disposition plus contraignante définie à l'article R. 224-35 du code de l'environnement :

- Le contrôle de l'efficacité énergétique des chaudières est effectué tous les 3 ans pour la chaudière de désulfuration de 1,4 MW et les deux chaudières de réchauffage du gaz de 450 kW (BO-1-DA et BO-1-DB) sur Chémery Développement lors des contrôles périodiques réglementaires sur les valeurs limites d'émission.

- La fréquence est de 2 ans entre deux contrôles de l'efficacité énergétique pour les autres chaudières de puissance nominale supérieure ou égale à 5 MW.

Pour les installations de puissance supérieure ou égale à 20 MW (turbines MARS et TITAN et chaudières BO-11-DA et BO-11-DB), l'exploitant fait réaliser avant le 25/11/2023 (dernier bilan décennal de 2012 daté du 25/11/2013) puis tous les dix ans, par une personne compétente, un examen de son installation et de

son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis dès finalisation à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.

III.2.D. Surveillance des rejets à l'atmosphère

Les appareils et chaînes de mesures mis en œuvre pour les contrôles en continu sont implantés de manière :

- à ne pas empêcher les contrôles périodiques et ne pas perturber les écoulements au voisinage des points de mesure de ceux-ci,
- à pouvoir fournir des résultats de mesure non perturbés, notamment durant la durée des contrôles périodiques.

Les mesures et analyses, pratiquées par l'exploitant ou un organisme extérieur, sont conformes à celles définies par les normes françaises ou européennes en vigueur.

III.2.D.a. Autosurveillance

Pour les installations de compression (turbines Titan et Mars) et les autres installations de combustion de puissance thermique maximale supérieure à 20 MW, l'exploitant réalise une surveillance de ses émissions atmosphériques suivant les dispositions suivantes :

- L'exploitant assure le suivi en permanence et en continu des paramètres suivants par un système CEMS : émissions de NOx, de CO et taux d'oxygène.
- Avant le 31/12/2025, l'exploitant met en œuvre les modifications nécessaires sur les systèmes CEMS équipant les turbines et les deux chaudières 12 MW afin d'assurer une mesure en continu ou une évaluation en permanence du débit du rejet à l'atmosphère des polluants émis par ces installations.
- Avant le 31/12/2025, l'exploitant met en œuvre les modifications nécessaires sur les deux chaudières 12 MW afin d'assurer une mesure en continu de la teneur en oxygène, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau. Pour les turbines, si la mesure en continu de ces paramètres ne peut être réalisée, elle peut être substituée par le suivi en continu d'autres paramètres représentatifs du fonctionnement des installations et directement corrélés aux émissions considérées. Ce suivi peut être assuré directement par le constructeur des turbines. Une maintenance annuelle des installations est effectuée dont l'étalonnage des instruments de mesure.
- Le suivi des paramètres suivants est par ailleurs réalisé lors des mesures périodiques effectuées par un organisme agréé : débit des fumées, température, pression, teneur en vapeur d'eau (humidité).

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées un dossier descriptif du dispositif CEMS mise en place sur les turbines Titan et Mars (caractéristiques techniques et principaux éléments tels que sonde de prélèvement, ligne d'échantillonnage, système de gaz étalons, calibrage...).

Les rapports d'étalonnage du système CEMS réalisé dans le cadre du plan de maintenance des installations de combustion sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

III.2.D.b. Validité et respect des mesures

➤ Détermination des mesures valides

Chaque appareil de mesure en continu respecte les procédures qualité QAL1, QAL2 (contrôle quinquennal) et QAL3 et fait l'objet d'un test annuel de surveillance (AST). Ils sont exploités dans le respect des normes en vigueur et à minima les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure).

Les performances des appareils de mesure sont évaluées selon la procédure QAL1 et les appareils sont choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés sur site selon la procédure QAL2 et leur dérive et leur aptitude au mesurage sont contrôlées périodiquement par les procédures QAL3 et AST.

Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation « selon la procédure QAL1 » n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL2 et QAL3 conduisent à des résultats satisfaisants.

Le contrôle périodique réglementaire des émissions effectué par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance « ou le contrôle QAL2 » des appareils de mesure en continu.

Le traitement des données acquises dans le cadre de la mesure en continu et le traitement des périodes avec des conditions d'exploitation autres que normales (périodes OTNOC) sont réalisés conformément aux dispositions qui suivent. Les normes mentionnées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement publié au Journal officiel sont réputées satisfaire aux exigences.

L'exploitant est tenu de réaliser la prochaine procédure QAL2 de ses turbines avant 2024 et celles de ces chaudières 12MW avant 2026.

Les valeurs des incertitudes sur les résultats de mesure, exprimées par les intervalles de confiance à 95 % d'un résultat mesuré unique ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

- NOx : 20 %
- CO : 10 %

Les valeurs moyennes horaires sont déterminées pendant les périodes effectives de fonctionnement de l'installation. Sont notamment exclues les périodes de démarrage, de mise à l'arrêt, de ramonage, de calibrage des systèmes d'épuration ou des systèmes de mesures des polluants atmosphériques.

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de l'incertitude maximale sur les résultats de mesure, définie comme suit :

- NOx : 20 % de la valeur moyenne horaire
- CO : 10 % de la valeur moyenne horaire

Les valeurs moyennes journalières validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.

Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu.

Le nombre de jours qui doivent être écartés pour des raisons de ce type doit être inférieur à 10 par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

➤ **Conditions de respect des VLE**

Dans le cas d'une surveillance en continu (**turbines et autres installations de combustion de puissance thermique supérieure à 20 MW**), les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que :

- aucune valeur moyenne journalière validée ne dépasse la valeur limite fixée par le présent arrêté,
- aucune valeur moyenne mensuelle validée ne dépasse la valeur limite fixée par le présent arrêté,
- 95 % des valeurs moyennes horaires validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % de la valeur limite d'émission.

Dans le cas de mesures périodiques, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ou des autres procédures définies et déterminés conformément au présent arrêté, ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.

III.2.D.c. Suivi par un organisme extérieur agréé

L'exploitant fait effectuer les mesures de VLE et de détermination de flux horaires par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées aux fréquences définies au paragraphe III.2.C.b et rappelées ci-après.

Les mesures périodiques des émissions de polluants s'effectuent aux deux allures extrêmes de fonctionnement stabilisé de l'installation. La durée des mesures sera d'au moins une demi-heure, et chaque mesure sera répétée au moins trois fois. Les résultats des mesures périodiques des émissions de polluants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

➤ **Installations de compression (turbines Titan et Mars)**

Ces installations font l'objet d'une surveillance semestrielle pour les paramètres suivants : NO_x, CO et O₂.

➤ **Autres installations de combustion de puissance thermique maximale supérieure ou égale à 20 MW**

Ces installations font l'objet d'une surveillance annuelle pour les paramètres suivants : NO_x, CO et O₂.

➤ **Autres installations de combustion de puissance thermique comprise entre 1 et 5 MW (hors unité de régénération avec économiseur)**

Ces installations font l'objet d'une surveillance tous les 3 ans pour les paramètres suivants : NO_x et CO (à compter du 01/01/30 pour ce dernier polluant).

➤ **Unité de régénération avec économiseur**

Cette installation fait l'objet d'une surveillance tous les 3 ans pour les paramètres suivants : SO₂, NO_x, poussières et COV.

➤ **Autres installations de combustion de puissance thermique comprise entre 400 kW et 1 MW**

Les chaudières sont soumises aux dispositions des articles R. 224-41-1 à R. 224-41-3 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté ministériel du 02/10/09 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kW et inférieure à 20 MW.

➤ **Groupes électrogènes et motopompes de secours**

Les groupes électrogènes et motopompes de secours ne sont pas soumis à mesures périodiques sous réserve de pouvoir justifier d'un fonctionnement de moins de 500 heures par an. Pour ces équipements, l'exploitant tient à disposition de l'inspection le relevé annuel des heures d'exploitation.

III.2.D.d. Références analytiques

Les méthodes d'échantillonnage, de mesure et d'analyse sont conformes à celles définies par les réglementations ou normes françaises ou européennes en vigueur. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

III.2.D.e. Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application de l'article III.2, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

III.2.D.f. Transmission des résultats de l'autosurveillance et de la surveillance

Sans préjudice des dispositions de l'article R 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit annuellement, au plus tard le 30 avril de l'année N+1, un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses réalisées au titre de l'année N telles qu'imposées aux articles III.2.D.a et III.2.D.c du présent arrêté. L'exploitant traite tous les résultats de manière à permettre la vérification du respect des valeurs limites d'émission conformément aux règles énoncées à l'article III.2.D.b. du présent arrêté. Le rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats en expliquant les dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et qu'ils ne puissent se reproduire.

III.2.E Registre des installations de combustion moyennes

L'exploitant réalise par voie dématérialisée (téléprocédure) la déclaration de certaines données listées à l'article R.515-114-1 du code de l'environnement et relatives à ses installations de combustion moyennes, au plus tard le :

- 31/12/23 pour les installations de combustion existantes de puissance $P > 5$ MW,
- 31/12/28 pour les installations de combustion existantes de puissance $P > 1$ et < 5 MW.

III.2.F Gestion des périodes OTNOC des installations supérieures à 20 MW

Pour les installations de combustion supérieures à 20 MW, les périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (OTNOC) sont définies comme les périodes de démarrage et d'arrêt dans le cadre des activités de maintenance ainsi que les périodes de panne ou de dysfonctionnement.

Les deux turbocompresseurs MARS et TITAN et les deux chaudières de 12 MW unitaires bénéficient d'un système de mesure en continu où les cas de dépassement de VLE sont gérés au travers d'une procédure.

Le contrat de maintenance préventif effectué sur les deux turbocompresseurs MARS et TITAN prévoit une vérification annuelle et systématique de la combustion, avec réglage et correction éventuels.

Le suivi à distance des machines permet d'alerter l'exploitant en cas de dérive importante. La révision majeure des turbines, communément appelée « overhaul » est réalisée selon les préconisations du constructeur.

Le plan de maintenance préventif effectué sur les deux chaudières de 12MW unitaires pour s'assurer d'une maîtrise des rejets atmosphériques est composé :

- d'une visite annuelle de gros entretien des installations, effectuée selon gamme de maintenance,
- de trois visites périodiques de contrôles intermédiaires réglementaires.

Le plan de maintenance préventif effectué sur les systèmes CEMS pour s'assurer d'une maîtrise des rejets atmosphériques est effectué selon le contrat de maintenance du fournisseur et font l'objet d'un QAL 2, QAL3 et AST.

Avant le 31/12/23, une campagne de mesures en phase de démarrage et d'arrêt des deux turbocompresseurs MARS et TITAN et d'une des deux chaudières de 12 MW sera réalisée par l'exploitant pour forfaitiser les émissions à chaque démarrage et arrêt de ces installations et ainsi permettre de réaliser les déclarations GEREPA associées (GEREP : registre de déclaration des émissions annuelles de polluants dont le contenu est défini conformément aux exigences de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié). Les résultats de cette campagne de mesure sont transmis à l'inspection des installations classées avant le 28 février 2024. Le protocole retenu pour effectuer ces mesures devra être le plus représentatif possible des périodes réelles de démarrage et d'arrêt susceptibles de survenir sur les installations de combustion dans le cadre d'activités de maintenance ou de dysfonctionnements/pannes des équipements. Ce protocole devra être tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Avant le 30 avril 2024, l'exploitant élaborera, pour chaque turbine et chacune des chaudières 12 MW, un plan de gestion des rejets atmosphériques pour les périodes OTNOC qui contient a minima :

- l'inventaire des dispositifs susceptibles de générer un rejet atmosphérique lors de OTNOC, les circonstances associées à ces rejets et la proposition de mesures correctives si nécessaires ;
- un plan de maintenance préventif des dispositifs susvisés ;
- une évaluation périodique des émissions globales lors de OTNOC (fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions), à déclarer annuellement dans GEREPA ;
- une procédure de gestion des dispositifs générant un rejet atmosphérique lors de OTNOC, incluant les pannes éventuelles des systèmes de mesures en continu et la mise en œuvre d'actions correctives pour limiter les rejets pendant les périodes OTNOC.

L'exhaustivité et la pertinence des informations contenues dans le plan OTNOC de chaque équipement concerné est dûment justifié par l'exploitant sur la base des résultats des campagnes de mesures précitées.

Article 3 : Détection gaz

L'article IV.2.B.h de l'arrêté préfectoral n° 02.3577 du 29 août 2002 est supprimé et remplacé par l'article suivant :

« Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux afin de prévenir l'apparition d'une atmosphère explosive. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

L'emplacement des détecteurs de gaz est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces

contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Toute détection de gaz dans l'atmosphère du local, au-delà de 30 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE), conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive ou de conduire à une explosion. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

L'exploitant détermine le classement le classement éventuel en zone de dangers (au sens de l'article III.5.a) des abords des installations de combustion situées en extérieur.

Article 4 : Livret des installations de combustion

L'exploitant tient à jour, à partir du 1^{er} janvier 2024, un livret (contenant des documents de maintenance) qui comprend les renseignements demandés à l'article 62 de l'arrêté du 3 août 2018 modifié. Ce livret est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5 : Analyses des eaux du Bathonien

L'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 octobre 2023 est supprimé et remplacé par l'article suivant :

« L'article 3.1 de l'arrêté du 08 mars 1989 est supprimé et remplacé par l'article suivant :

Il sera procédé :

- à des analyses trimestrielles des eaux du Bathonien effectuées par un laboratoire agréé par les Autorités de tutelle pour l'étude et la surveillance des eaux sur échantillons prélevés en tête du puits CS21, après mise en production du puits d'un volume a minima égal à trois fois le volume du tubing (si le puits CS11 venait à repasser en eau, ces analyses seraient faites alternativement dans les puits CS11 et CS21) ;*
- à des analyses des eaux du réservoir effectuées par un laboratoire agréé par les Autorités de tutelle, sur des échantillons prélevés successivement dans les mêmes conditions que précédemment, de façon telle que soient analysées, une fois par an au moins, les eaux de chacun des secteurs surveillés par les puits CS4, CS5, CS6, CS17, CS20, CS66 et CS77 (cf carte jointe). »*

Article 6 : Fréquence des rondes sur les puits

L'alinéa 2 de l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 08 mars 1989 est supprimé et remplacé par le nouvel alinéa suivant :

« Des rondes périodiques seront effectuées sur chacun des puits avec une fréquence telle que puisse être détecté, sans retard préjudiciable sur le plan de la sécurité, tout incident intervenu sur ces ouvrages ; la fréquence de ces rondes ne sera pas inférieure à une par semaine pour tous les puits. »

Article 7 : Protections individuelles en cas d'accident

L'alinéa 4 de l'article III.5.J.a est supprimé et remplacé par le nouvel alinéa suivant :

Alinéa 4 – Protection individuelles

« Des masques ou appareils respiratoires d'un type adapté aux risques sont mis à disposition de toute personne en charge de surveillance ou ayant à séjourner à l'intérieur de zones toxiques. Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles. »

Article 8 : Délais d'application

Le présent arrêté est applicable dès sa notification à l'exploitant.

Article 9 : Notification – Mesures de publicité

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher.

Une copie sera transmise au maire de CHÉMERY, au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, ainsi qu'à la sous-préfète de l'arrondissement de ROMORANTIN-LANTHENAY.

Le présent arrêté sera affiché à la mairie de CHÉMERY pendant une durée d'un mois et mis à la disposition du public. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et transmis au bureau de l'environnement de la préfecture.

Article 10 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le maire de CHÉMERY, la sous-préfète de l'arrondissement de ROMORANTIN-LANTHENAY et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre – Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à BLOIS, le **12 JAN. 2024**

Le préfet,



Xavier PELLETIER

Délais et voies de recours

Le présent arrêté est susceptible, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication de faire l'objet :

- d'un recours gracieux devant le préfet de Loir-et-Cher ;
- d'un recours hiérarchique devant le ministre de l'Écologie, de la Transition Énergétique et de la Cohésion des Territoires ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Orléans – 28, rue de la Bretonnerie – 45057 ORLÉANS Cedex 1 par voie postale ou par voie dématérialisée via « télérecours citoyen » accessible sur le site Internet www.telerecours.fr.

ANNEXE 2 - LISTE DES INSTALLATIONS DE COMBUSTION ET DES POINTS DE REJET ASSOCIES

On entend par installation de combustion, tout groupe d'appareils de combustion qui peuvent être techniquement et économiquement raccordés à une même cheminée.

Le tableau ci-après liste les installations de combustion à prendre en compte pour le classement ICPE du site en fonction de la situation du site (mise en œuvre ou non du projet de Rénovation du traitement de Chémery).

Localisation	Type de machine	Équipement	Puissance thermique (kW)	Points de rejets associés*	Situation actuelle	À partir de la mise en place du projet RÉNOVATION TRAITEMENT	
						Avant arrêt définitif du traitement de Chémery Principal	Après arrêt définitif du traitement de Chémery Principal
Compression Principal	Turbine de compression du gaz	SOLAR MARS	29 700	Cheminée turbine Mars	X	X	X
Compression Développement	Turbine de compression du gaz	SOLAR TITAN	45 300	Cheminée turbine Titan	X	X	X
Traitement Principal	Unités de régénération TEG	R1	1 600	Ch6	X	X	
		R2	1 600	Ch7	X	X	
		R3	1 000	Ch4	X	X	
		R4	1 000	Ch5	X	X	
		R5	1 600	Ch8	X (autorisée mais à l'arrêt)		
	Unités de régénération Amines	U1	2 100	Ch11	X (autorisée mais à l'arrêt)		
		U2	2 100	Ch12	X (autorisée mais à l'arrêt)		
	Chaudière de désulfuration	CAP	1400	Ch9	X	X	
	Chaudière réchauffage gaz carburant Mars + chauffage bâtiment Mars	/	285	Ch10	X	X	X
Traitement Développement	Unités de régénération TEG	RK1	3 300	Ch1	X	X	X
		RK2	3 300	Ch2	X	X	X
		RK3	3 300	Ch3	X	X	X
		RK avec économiseur	3 300	Ch20		X	X
	Chaudières réchauffage du gaz atelier traitement	BO-11-DA	12 000	Ch13**	X	X	X
		BO-11-DB	12 000	Ch14**	X	X	X
	Chaudières réchauffage gaz carburant Titan et traitement + chauffage bâtiment Titan	BO-1-DA	450	Ch15	X	X	X
		BO-1-DB	450				

Services	Bâtiment administratif (chauffage)	/	70	Ch19	X	X	X
	Bâtiment chauffage compression Principal	Chauffage bâtiment KM4	275	Ch16	X	X	X
	Bâtiment secourisme et médecin du travail	/	60	Ch21	X	X	X
	Service maintenance	/	70	Ch18	X	X	X
	Groupes électrogènes gaz (2 GE gaz)	900+800 kVA	1360	/	X	X	X
	Groupes électrogènes diesel (5)	605+300+800+1425+100 kVA	2590	/	X	X	X
	Motopompes diesel réseau incendie (2)	2 x 120 kW	240	/	X	X	X
Total de la puissance thermique (suivant rubrique 3110) :					127 MW	125 MW	118 MW

* Numéro de cheminée suivant annexe III du présent arrêté.

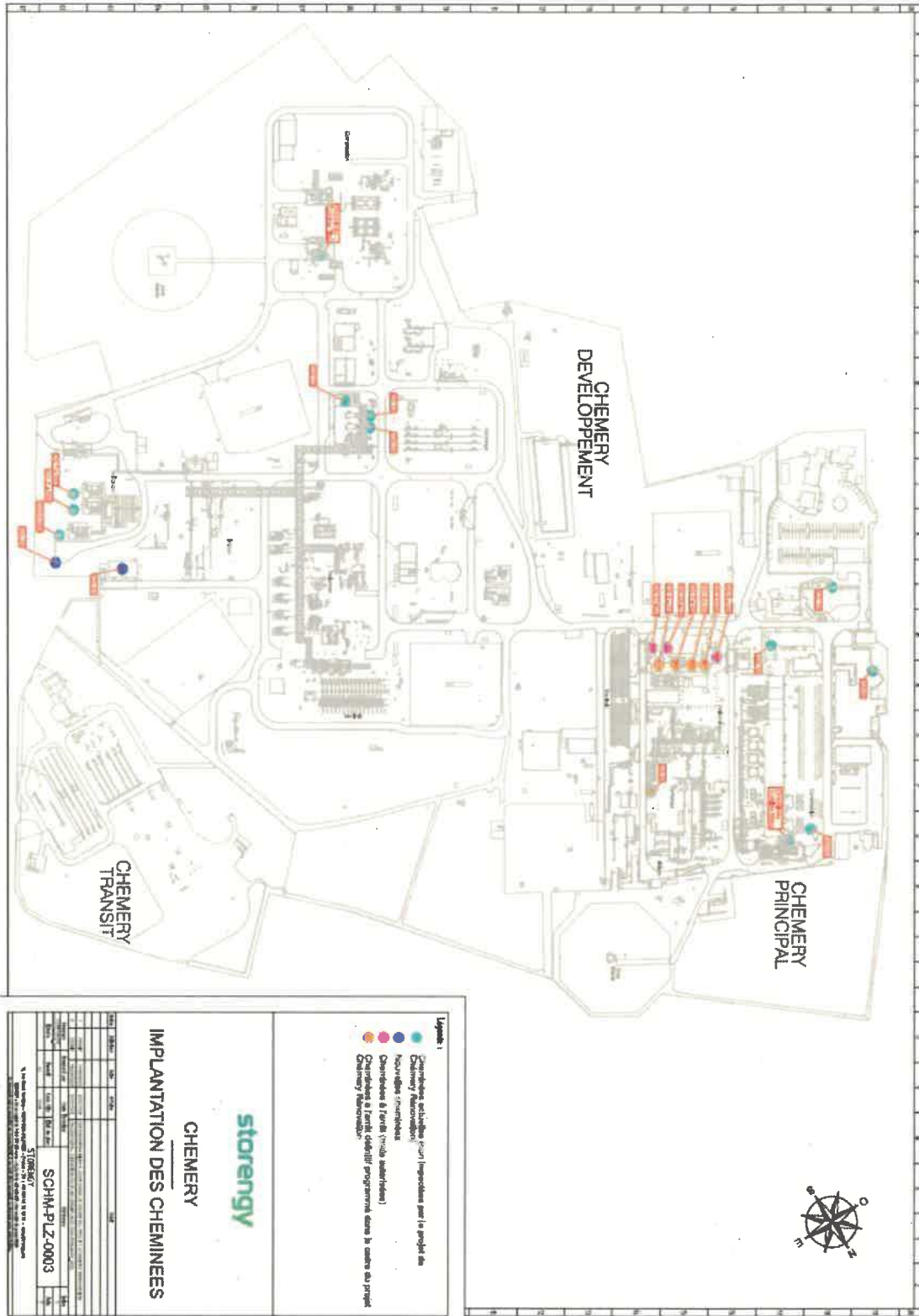
**Toutes les installations de combustion susmentionnées sont considérées comme distinctes, compte tenu de leur éloignement ou de l'impossibilité technique et/ou économique de leur raccordement à une seule cheminée, à l'exception des installations de combustion raccordées aux cheminées 13 et 14 qui sont considérées comme une seule installation dont la puissance totale est supérieure à 20 MW.

Vu pour être annexé à mon arrêté du **12 JAN. 2024**

Le préfet,

Xavier PELLETIER

ANNEXE 3 - LOCALISATION DES POINTS DE REJET ATMOSPHERIQUES



Vu pour être annexé à mon arrêté du **12 JAN. 2024**

Le préfet

Xavier PELLETIER

ANNEXE 4 - CARACTÉRISTIQUES DES INSTALLATIONS DE COMPRESSION

Localisation	Type de machine	Puissance mécanique unitaire (MW)	Nombre	Puissance mécanique totale (MW)
Compression Principal	Electrocompresseurs (KM4)	3,6	2	7,2
	Turbine (MARS)	9,5	1	9,5
Compression Développement	Electrocompresseurs (EC2D)	10	1	10
	Turbine (TITAN)	14,5	1	14,5
TOTAL				41,2

Vu pour être annexé à mon arrêté du **12 JAN. 2024**

Le préfet,



Xavier PELLETIER